

Annexe 8

Lettre de Morneau Sobeco



SERVICES-CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES ET SOLUTIONS ADMINISTRATIVES HUMAN RESOURCE
CONSULTING AND ADMINISTRATIVE SOLUTIONS
Calgary • Des Moines • Fredericton • Halifax • Harrisburg • London • Montreal • Pittsburgh • Quebec • St. John's • Toronto • Vancouver
www.morneausobeco.com
500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 1100
Montréal QC H2Z 1W7
tél.: 514.878.9090 • t618: 514.875.2673

Le 25 mars 2004

PROTÉGÉ ET CONFIDENTIEL

JUGCAN-0010

Commission d'examen de la rémunération des juges
99, rue Metcalfe, bureau 812
Ottawa ON KIA 1E3

Aux soins de : Madame Jeanne N. Ruest, directrice générale

Objet : **Examen des conclusions relatives aux gains des avocats du secteur privé**

Membres de la Commission,

Nous avons examiné les documents suivants :

- Le rapport de janvier 2004 sur les gains des avocats du secteur privé, rédigé par Western Compensation and Benefits Consultants (WCBC) au nom du ministère de la Justice du Canada pour la Commission 2003 d'examen de la rémunération des juges.
- Le rapport du 30 janvier 2004 sur les revenus des avocats canadiens, fondé sur les données de l'impôt sur le revenu et rédigé par Sack Goldblatt Mitchell (SGM) au nom de l'Association canadienne des juges des cours supérieures et au nom du Conseil canadien de la magistrature, ainsi que le recueil des pièces du rapport, volumes I, II et III.
- Les conclusions présentées à titre de réponse le 27 février 2004 par le gouvernement du Canada, accompagnées de la lettre du 27 février 2004 adressée par M. Haripaul Pannu, de Western Compensation and Benefits Consultants.
- Les conclusions du 27 février 2004 de l'Association canadienne des juges des cours supérieures et du Conseil canadien de la magistrature, en réponse aux conclusions du gouvernement du Canada, et le rapport sur les tendances des revenus dans le secteur privé.
- La réponse du 27 février 2004 au rapport de Western Compensation and Benefits Consultants, préparée par M. Michael Mitchell, de Sack Goldblatt Mitchell, ainsi que des annexes renfermant les tableaux de données de 2001 préparés par l'Agence du revenu du Canada (ARC).

Commission d'examen de la rémunération des juges

Le 25 mars 2004

Une différence importante entre les deux rapports de janvier 2004 préparés par SGM et par WCBC est la base de données employée pour l'analyse sous-jacente, puisque SGM a utilisé les données de l'année d'imposition 2000, tandis que WCBC a utilisé les données de l'année d'imposition 2001. Les deux ensembles de données ont été fournis par l'ARC.

En 2000, SGM avait aussi obtenu de l'ARC des données semblables de l'année d'imposition 1997, pour la Commission 1999 d'examen de la rémunération des juges (la Commission Drouin). Morneau Sobeco (MS) avait par la suite obtenu de l'ARC, au nom de la Commission Drouin, des données additionnelles de 1997.

Fiabilité des données

Dans son rapport, WCBC indiquait les points suivants susceptibles d'influer sur la comparabilité et la fiabilité des données de 1997 et de 2000 par rapport à celles de 2001 :

- le changement apporté au système de la classification type des industries à partir de 2001, et le regroupement des avocats et des notaires dans le même code de la Classification type des industries (CTI) avant 2001;
- le fait que les données de 1997 excluaient les avocats dont les revenus nets étaient nuls, mais n'excluaient pas les avocats dont les revenus nets étaient négatifs;
- la possibilité que soient inclus des revenus tirés de sources autres que l'exercice du droit;
- la réduction notable du nombre d'avocats rapportés de 1997 à 2000 et 2001.

Changement apporté au système de la classification type des industries

Pour les années d'imposition 1997 et 2000, les revenus professionnels tirés de l'exercice du droit étaient associés aux codes 7760 ou 7761 de la CTI, codes qui englobaient les notaires et les techniciens juridiques. Cependant, en 2001, l'ARC a adopté le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), selon lequel des codes distincts s'appliquent aux avocats et aux notaires (541110 et 541120, respectivement).

WCBC a indiqué que l'ARC ne pouvait pas mesurer l'incidence de l'inclusion de « non avocats » dans les données de 1997, mais a expliqué que l'importance relative de ce groupe n'entraînerait vraisemblablement pas de distorsion importante dans l'analyse des données.

Nous savons qu'il y a au Québec environ 3 200 notaires, et pratiquement aucun en dehors du Québec. *La Chambre des notaires du Québec* a informé la Commission que les revenus professionnels nets moyens des notaires du Québec en 2000, 2001 et 2002 se situaient entre 85 000 \$ et 90 000 \$, et que moins de 10 p. 100 des notaires du Québec gagnaient plus de 100 000 \$.

Commission d'examen de la rémunération des juges

Le 25 mars 2004

Nous reconnaissons avec WCBC que l'inclusion des notaires en 1997 n'a sans doute pas entraîné de distorsion importante des résultats nationaux, étant donné le nombre relativement modeste de notaires. Naturellement, l'effet sur les résultats du Québec pourrait être plus important.

Eu égard à l'information obtenue sur les notaires du Québec, il est permis de présumer que la présence des notaires dans les données de 1997 et de 2000 a probablement réduit le revenu net global des avocats du secteur privé, mesuré au 75^e rang-centile.

Si cela se révélait nécessaire, l'incidence de l'inclusion des notaires pourrait être mesurée d'après les données de 2001, puisque les avocats et les notaires sont maintenant répertoriés séparément.

Avocats dont les revenus nets sont nuls ou négatifs

En ce qui concerne les données de 1997, nous savons que l'ARC a exclu les avocats dont les revenus nets sont nuls, mais n'a pas exclu les avocats dont les revenus nets sont négatifs. Par exemple, la première tranche se composait de 2 606 avocats ayant des revenus nets moyens négatifs de 5 025 \$.

Le paragraphe 9 de la réponse de SGM datée du 27 février 2004 dit que les données de 1997 comprenaient les avocats ayant des revenus nets nuls. Nous sommes arrivés à une conclusion contraire, compte tenu de la progression des revenus nets moyens des avocats des quelques premières tranches.

Les gains négatifs avaient une incidence sur les revenus nets moyens globaux. Cependant, ils n'avaient aucune incidence une fois que les avocats du secteur privé gagnant moins de 50 000 \$ étaient exclus aux fins de l'analyse adoptée par la Commission Drouin.

Revenus tirés de sources autres que l'exercice du droit

Le ministère de la Justice a obtenu de l'ARC les données sur les revenus professionnels nets des personnes désignées comme avocats en 2001, en comptant

- soit les revenus professionnels nets tirés uniquement de l'exercice du droit,
- soit les revenus professionnels nets totaux tirés de l'exercice du droit ou d'autres sources.

Le tableau 1 ci-après compare les revenus nets de 1997, de 2000 et de 2001 des avocats du secteur privé tels qu'ils sont rapportés par l'ARC, en incluant d'abord les avocats dont les revenus étaient nuls ou négatifs, puis en excluant les avocats dont les revenus étaient nuls et finalement en excluant les avocats dont les revenus étaient nuls ou négatifs.

Les données de 2001 sont présentées avec inclusion ou exclusion des 7 198 avocats ayant des revenus professionnels, mais pas de revenus professionnels tirés de l'exercice du droit.

Commission d'examen de la rémunération des juges

Le 25 mars 2004

Les revenus moyens de 1997 et de 2000 à l'exclusion des avocats ayant des revenus nuls ou négatifs sont des estimations approximatives obtenues à des fins d'illustration seulement, après exclusion des avocats de la première tranche qui affichaient des revenus négatifs.

Nous relevons que les données de 2001 présentées comme conditions n^{os} 1, 2 et 3 par l'ARC comprenaient les 7 198 avocats (avec des revenus professionnels, mais sans revenus professionnels tirés de l'exercice du droit), mais n'incluaient aucune partie de leurs revenus professionnels nets. Les résultats selon ces trois conditions ne sont pas présentés ci-après car ils ne sont pas utiles eu égard aux circonstances.

Tableau 1- Nombre et revenus nets moyens des avocats du secteur privé pour certaines années d'imposition

	Année d'imposition		
	1997	2000	2001
Revenus nets moyens des avocats du secteur privé	s/o	89 800 \$ (28 684) ¹	s/o ¹ 119 200 \$ (25 879) ²
Revenus nets moyens, à l'exclusion des avocats ayant des revenus nuls (nombre)	97 000 \$ (31 270) ¹	124 600 \$ (20 670) ¹	88 100 \$ (16 802) ¹ 125 200 \$ (24 000) ^{2,4}
Revenus nets moyens à l'exclusion des avocats ayant des revenus nuls ou négatifs (chiffre)	106 200 \$ (28 664) ^{1,3}	135 600 \$ ² (18 954) ^{1,3}	94 000 \$ (15 864) ¹ 130 700 \$ (23 062) ^{2,5}

Nota : (1) Ne comprend que les revenus professionnels tirés de l'exercice du droit.

(2) Comprend les revenus professionnels des avocats ne tirant pas de revenus professionnels de l'exercice du droit.

(3) Estimations approximatives obtenues après exclusion des avocats de la première tranche qui affichaient des revenus moyens négatifs.

(4) Chiffre obtenu par addition de la partie (A) et de la partie (C) des données de 2001 produites par l'ARC.

(5) Chiffre obtenu par addition de la partie (A) et de la Condition n° 5 des données produites par l'ARC.

Nous pouvons nous attendre à une réduction du nombre d'avocats, entre 2000 et 2001, par suite du changement adopté par l'ARC en 2001 pour le système de classification des industries. Cependant, ce changement n'explique pas la réduction appréciable des revenus moyens des avocats entre 2000 et 2001. En fait, l'exclusion des notaires devrait avoir pour effet d'augmenter les revenus moyens signalés des avocats restants, et non de les réduire, étant donné l'information obtenue sur les gains des notaires du Québec.

Commission d'examen de la rémunération des juges

Le 25 mars 2004

Concernant la réduction substantielle du nombre signalé d'avocats du secteur privé entre 1997 et 2000, les explications possibles englobent le recours accru aux compagnies personnelles. Cependant, autant que nous sachions, aucune explication complète et satisfaisante n'a été trouvée pour la réduction substantielle du nombre signalé d'avocats en pratique privée.

Les revenus professionnels nets signalés des avocats pour 1997, 2000 et 2001 ne sont pas directement comparables en raison de la différence significative dans le nombre signalé de cas. Néanmoins, les nombres d'avocats du secteur privé signalés en 2000 (18 954) et en 2001 (15 864) devraient constituer des échantillons suffisants (les meilleurs disponibles) pour l'étude des revenus nets des avocats en pratique privé.

Les résultats de 1997 et de 2000 ne sont pas incompatibles avec les résultats de 2001 si les 7 198 avocats ayant des revenus professionnels, mais pas de revenus professionnels tirés de l'exercice du droit sont inclus. Cependant, si ces avocats sont inclus, le nombre total d'avocats en 2000 et en 2001 devient incompatible, étant donné la réduction escomptée du nombre par suite de l'élimination des notaires et des auxiliaires juridiques.

Les revenus nets moyens de 2001 à l'exclusion de ces 7 198 avocats sont plus difficiles à expliquer car la suppression des notaires et des techniciens juridiques aurait dû avoir pour effet d'accroître les revenus nets moyens et non de les réduire.

Sur cette base, et compte tenu de l'analyse ci-dessus, nous croyons difficile d'accorder plus de crédibilité aux résultats de 2001 qu'aux résultats de 2000 et de 1997.

Groupes d'âge

WCBC proposait une démarche fondée sur une moyenne pondérée des revenus nets des avocats de pratique privée pour divers groupes d'âge, compte tenu du pourcentage de juges nommés dans chaque groupe d'âge. À notre avis, c'est là une démarche valable.

Cependant, il est également approprié, pour les fins de l'analyse comparative des rémunérations, de définir plus étroitement un groupe de référence, étant donné qu'un pourcentage appréciable des juges nouvellement nommés se trouvent dans ce groupe plus restreint.

Nous relevons que, au cours de la période allant de 1989 à 1999, 69 p. 100 des juges nouvellement nommés étaient dans le groupe d'âge 44-56 ans, tandis que, au cours de la période allant de 1997 à 2003, ce pourcentage était passé à 84 p. 100. Par conséquent, à notre avis, il n'y a aucune raison de conclure que ce groupe d'âge n'est plus un groupe de référence adéquat aux fins de l'étalonnage des rémunérations.

Commission d'examen de la rémunération des juges

Le 25 mars 2004

Rentes versées aux juges

Nous avons examiné les méthodes et les hypothèses adoptées par WCBC pour estimer la valeur des rentes versées aux juges. Nous avons aussi estimé la valeur des rentes des juges en tant que pourcentage uniforme de rémunération, déduction faite des propres cotisations des juges, pour les juges nommés à des âges se situant entre 45 et 60 ans, et cela par échelons de cinq ans.

La valeur moyenne pondérée de la rente calculée par WCBC (24 p. 100 du traitement) a été établie sur la base des données pour les 364 juges nommés entre le 1^{er} janvier 1997 et le 14 novembre 2003 (volume II, onglet 8 des annexes du 15 décembre 2003 soumises par le ministère de la Justice).

Une observation d'Eckler Partners Limited figurant dans la réponse du 27 février 2004 de M. Mitchell indiquait que la valeur moyenne pondérée des rentes des juges aurait dû être calculée sur la base de la population totale des juges plutôt que sur la base de la population des 364 juges nommés au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1997 au 14 novembre 2003.

L'âge moyen à la date de nomination pour les juges occupant leur charge le 31 mars 2001 était de 48,7 ans, d'après les données sur les membres figurant dans le rapport actuariel sur le Régime de pension des juges de nomination fédérale, un rapport préparé par le BSIF au 31 mars 2001. L'âge moyen à la date de nomination pour les 364 juges nommés au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1997 au 14 novembre 2003 était, quant à lui, de 51 ans.

Il convient de noter que, pour un groupe donné de juges, l'âge moyen à la date de la nomination aura tendance à diminuer au fil du temps, puisque l'on peut penser que les juges nommés à des âges plus avancés seront les premiers à prendre leur retraite ou à décéder.

Puisque l'objet de cet exercice est de comparer les rémunérations des juges nouvellement nommés avec celles des avocats du secteur privé d'âge similaire et d'expérience similaire, il est plus indiqué de déterminer l'âge moyen à la date de nomination pour tous les juges nommés au cours d'une période donnée, au lieu de déterminer cet âge moyen uniquement pour ceux qui occupent encore leur charge. Naturellement, on pourrait choisir de tenir compte de l'âge à la date de nomination des juges nommés au cours d'une période plus longue ou plus courte. En l'occurrence, WCBC a fait usage de l'information disponible, laquelle est adéquate puisqu'elle est fondée sur l'expérience de 364 juges.

Il convient de noter que la valeur de la rente versée à un juge donné varie notablement selon l'âge à la date de nomination et selon l'âge présumé de la retraite. Par conséquent, les résultats sont très sensibles à ces deux hypothèses.

Commission d'examen de la rémunération des juges

Le 25 mars 2004

À notre avis, les méthodes et hypothèses adoptées par WCBC se trouvent à l'intérieur de l'éventail des hypothèses acceptables et sont adéquates aux fins de l'étalonnage de l'analyse comparative des rémunérations. Néanmoins, la Commission devrait se réserver le droit de revoir et de rajuster ces hypothèses actuarielles selon qu'elle le jugera opportun aux fins de l'étalonnage de l'analyse comparative des rémunérations.

À ce stade, nos conclusions préliminaires d'évaluation sont légèrement inférieures à celles de WCBC (22,5 p. 100 contre 24 p. 100 du traitement). Sous réserve de la conciliation de cette différence, ce pourcentage est une mesure adéquate de la valeur des rentes des juges aux fins de l'étalonnage des rémunérations.

Projection des données salariales de 2000 jusqu'au 1^{er} avril 2004

En application de l'article 25 de la *Loi sur les juges*, les traitements des juges sont augmentés chaque année en fonction de l'accroissement de l'indice de l'ensemble des activités économiques pour la période de douze mois la plus récente par rapport à la période précédente de douze mois (jusqu'à concurrence de 7 p. 100).

Par conséquent, en l'absence d'une information plus récente sur les gains nets des avocats du secteur privé, il est opportun de projeter les données salariales de 2000 jusqu'au 1^{er} avril 2004, compte tenu de l'accroissement de l'indice de l'ensemble des activités économiques. SGM estimait cet accroissement à 6,8 p. 100.

Nous avons passé en revue les calculs faits par SGM dans l'annexe 13 (volume III du recueil des pièces du rapport) et nous souscrivons à cette estimation compte tenu des renseignements disponibles.

En fait, eu égard aux données les plus récentes (décembre 2003) et si l'on suppose pour 2004 des augmentations selon le même taux qu'en 2003 (1,6 p. 100) entre janvier et mars 2004, un rajustement de 7,1 p. 100 serait justifié au lieu de 6,8 p. 100, pour la projection des données salariales de 2000 jusqu'au 1^{er} avril 2004.

Le soussigné demeure à votre disposition pour discuter des points ci-dessus.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.



André Sauvé, F.S.A., F.C.I.A.
Associé

/td